



Pour diffusion immédiate

**DES QUÉBÉCOIS DE TOUTES LES RÉGIONS SE RASSEMBLENT
POUR DEMANDER L'ANNULATION DES COMPRESSIONS EN CPE ET LE
RÉINVESTISSEMENT EN PETITE ENFANCE**

Montréal, dimanche 7 février 2016 — Partout au Québec, des parents, des éducatrices et des citoyens s'unissent aujourd'hui pour faire entendre un message clair au gouvernement : il faut annuler les compressions et réinvestir dans nos services de garde éducatifs de qualité. Des rassemblements ont lieu simultanément à Montréal, Rouyn-Noranda, Gatineau, Sherbrooke, Drummondville, Rivière-Rouge, Saint-Félicien, la Côte-Nord (Les Escoumins, Sacré-Cœur, Baie-Comeau, Forestville, Port-Cartier, Sept-Îles, Havre Saint-Pierre), Rimouski, Gaspé, Maria, Matane.

« C'est au tour des familles!, s'est exclamé Louis Senécal, président-directeur général de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE). Chers parents, merci de vous être faits entendre en vous mobilisant en si grand nombre au cours des dernières semaines. Vous méritez d'être entendus et nous demandons au nouveau ministre de la Famille d'affirmer que le temps est venu de réinvestir dans ce que nous avons de plus précieux, nos enfants. »

La présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), le président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) ont également pris la parole lors du rassemblement.

« Il est prouvé que les services de garde régis à contribution réduite offrent une meilleure qualité de service aux enfants et un projet éducatif sans égal. Alors pourquoi le gouvernement nuit-il à ces services? Cela n'avantage que les garderies commerciales à but lucratif. Il faut non seulement préserver les centres de la petite enfance (CPE), mais aussi les services de garde en milieu familial régis (RSG) et en milieu scolaire. Pour nous, il s'agit d'un tout », soutient le président de la CSN, Jacques Létourneau.

« Le réseau public des services de garde à la petite enfance, c'est le premier maillon fort de l'éducation. Il doit demeurer universel et accessible, car ses effets bénéfiques, pour l'ensemble de la société, sont indéniables. Pour les tout-petits, il contribue grandement au développement et au dépistage précoce des difficultés d'apprentissage. Pour les femmes, il permet un meilleur accès au marché du travail. Quant aux familles, il leur offre un soutien essentiel et l'assurance que leurs enfants seront bien outillés, non seulement pour l'école, mais aussi pour l'avenir. Notre réseau public de services de garde, c'est notre véritable fond des générations! », ajoute Louise Chabot, présidente de la CSQ.

« Aux quatre coins du Québec, la population est mobilisée aujourd'hui afin de dire haut et fort au gouvernement que nous ne le laisserons pas démanteler un réseau pour lequel nous nous sommes battus afin de garantir l'égalité des chances pour tous les enfants du Québec, peu importe leur statut socioéconomique. Au nom d'une idéologie d'austérité, à laquelle la population a clairement dit non lors des derniers sondages, et d'une obsession de réduction de la taille de l'État, le gouvernement est en train de mettre en péril un des éléments fondateurs de la politique familiale québécoise », dénonce le président de la FTQ, Daniel Boyer.

Une mobilisation nationale

Depuis janvier, les parents du Québec, soutenus par le personnel des CPE ainsi que de nombreuses personnalités, des élus de l'Assemblée nationale et des municipalités sont mobilisés dans toutes les régions pour demander au gouvernement d'annuler les compressions de 120 millions \$ annoncées pour 2016-2017. Chaînes humaines, lettres aux élus, signature d'une pétition, lettres d'opinion aux médias, autant d'actions qui se sont multipliées aux quatre coins du Québec pour demander l'annulation des compressions et le réinvestissement dans les services de garde éducatifs de qualité.

La mobilisation se poursuit

Les rassemblements d'aujourd'hui ne marquent pas la fin de la mobilisation en cours, bien au contraire. Les actions entreprises depuis plusieurs semaines par les CPE et les parents se poursuivront. Déterminés à faire reculer le gouvernement, de nombreux conseils d'administration de CPE, composés au 2/3 par des parents, sont prêts à se rendre jusqu'à des interruptions de service s'il le faut.

De leur côté, tous les Québécois peuvent appuyer le mouvement initié par l'AQCPE de différentes façons, notamment en :

- signant la pétition en ligne sur le site de l'Assemblée nationale (jusqu'au 24 février) : <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-5663/index.html>;
- modifiant leur photo de profil sur les réseaux sociaux : <http://twibbon.com/support/cpeenp%C3%A9ril-3>;
- visitant le site www.toujoursfousdenosenfants.com pour être au courant des dernières actualités et actions de mobilisation.

À propos de l'AQCPE

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE) est un réseau d'entreprises d'économie sociale représentant les intérêts de la majorité des centres de la petite enfance et bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial, partout au Québec. L'AQCPE est reconnue auprès de ses nombreux partenaires comme un acteur de premier plan en petite enfance et sa mission est d'exercer un leadership national sur l'ensemble des enjeux liés aux services éducatifs et de garde à l'enfance.

Source et information :

AQCPE : Presse écrite : Roxane Fafard, roxane.fafard@aqcpe.com, c : (438) 837-6700

AQCPE : Médias électroniques :

Geneviève Blanchard, genevieve.blanchard@aqcpe.com, c : (514) 799-4131

Marie-Claude Lemieux, marie-claude.lemieux@aqcpe.com, c : (514) 268-1706

CSN : Chu Anh Pham c : 514-348-2530

CSQ: Félix Cauchy-Charest, c : 514 219-3059

FTQ : Atim León, c : 514 891-2846